

PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau des Elections et de la Police Administrative

A.P. n° 2011042-0001

du 11/02/2011.

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOCIETE QUALISOL
2179 CHEMIN DE CARREL
82100 CASTELSARRASIN

ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

VU le titre I^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L.514-1 qui dispose :

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé... »

VU l'arrêté préfectoral en date du 10 mars 2010 autorisant la société QUALISOL à exploiter des installations de stockage et conditionnement de céréales, sur le territoire de la commune de Castelsarrasin ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 janvier 2011 ;

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose pas pour l'année 2009 d'un rapport de vérification de ses installations conforme à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

CONSIDERANT que l'exploitant ne dispose pas d'un registre d'évènements susceptibles de constituer des précurseurs d'explosion conforme à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas mis en place de portes de découplage dans les galeries de reprise de son installation conformément à l'article 6.3.1.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 10 mars 2010,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas installé de détecteurs de déport de bandes sur les deux transporteurs à bandes d'alimentation des cellules et de détecteurs de déport de sangles sur les élévateurs de son installation conformément à l'article 6.2.5.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 10 mars 2010,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas installé de détecteurs de bourrage sur le transporteur à chaîne d'alimentation du séchoir conformément à l'article 6.2.5.b de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 10 mars 2010,

CONSIDERANT que la trame de permis feu utilisé sur le site ne répond pas aux spécifications attendues du permis feu tel qu'il a été détaillé à l'article 6.3.6.h de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 10 mars 2010,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fait parvenir les procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence aux services de secours conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grain, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas réalisé à ce jour une Analyse du Risque Foudre (ARF), conformément aux articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement,

CONSIDERANT que le site de Castelsarrasin a été classé comme silos à enjeux très importants d'après la circulaire du 23 février 2007 relative à l'action nationale 2007 concernant l'amélioration de la sécurité des silos de stockage de céréales,

CONSIDERANT que dans l'environnement proche des silos de QUALISOL, des tiers sont présents dans les distances d'éloignement forfaitaires prescrites à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004,

CONSIDERANT qu'il convient, conformément à l'article L 514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement et de l'arrêté préfectoral en date du

10 mars 2010 autorisant la société QUALISOL à exploiter des installations de stockage et conditionnement de céréales sur le territoire de la commune de Castelsarrasin.

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} :

La société QUALISOL, pour les installations de stockage et de conditionnement de céréales qu'elle exploite sur la commune de Castelsarrasin, est mise en demeure,

sous un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- de se conformer aux dispositions des articles 5, 9 et 11 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,
- de faire réaliser une Analyse du Risque Foudre (ARF) par un organisme agréé, conformément aux articles 1er et 2 de l'arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées pour la protection de l'environnement,
- de se conformer aux articles 6.2.5.b, 6.3.1.b, 6.3.6.h de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2010 relatif respectivement à la mise en place des portes de découplage dans les deux galeries de reprise de l'installation, aux détecteurs de dysfonctionnement présents sur les transporteurs à bandes, élévateurs et le transporteur à chaîne d'alimentation des séchoirs et aux dispositions d'un permis feux.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L.514-2 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 : DELAIS ET VOIE DE RECOURS

Cette décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de TOULOUSE dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément à l'article R. 421-5 du code de justice administrative.

ARTICLE 4 : NOTIFICATION

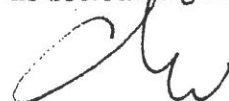
Le Secrétaire Général de la Préfecture, Le Sous-Préfet de Castelsarrasin, Le Maire de Castelsarrasin, Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la société QUALISOL à Valence d'Agen (82).

A Montauban, le 11 FEV. 2011

Le préfet,

Pour le préfet,

Le secrétaire général,



Alice COSTE